

*Délibération n° 131/2018 du 23 août 2018 attribuant une subvention à l'association TAMARII
POINTE DES PECHEURS pour l'année 2018*

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE PUNAAUIA

- **VU** la loi n° 71/1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** le décret n° 72/407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n°2007-223 du 21 février 2007 puis par la loi organique 2007-1719 du 07 décembre 2007 ;
- **VU** l'ordonnance n°2007-1434 du 05 octobre 2007 rendant applicable les dispositions du Code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- **VU** la délibération n° 57/2016 du 18 mai 2016 fixant les modalités d'attribution des subventions aux associations de PUNAAUIA ;
- **VU** la demande formulée par l'association TAMARII POINTE DES PECHEURS en date du 08 mars 2018 ;
- **VU** l'avis favorable de la Commission des Affaires Administratives réunie en date du 08 août 2018 ;
- **Considérant** le caractère exceptionnel de la demande de subvention, le Conseil municipal accepte de déroger au principe énoncé dans la délibération n° 57/2016 du 18 mai 2016 à savoir « Les membres de la Commission Animation et Vie Locale examinent les demandes de subvention éligibles et donnent un avis » ;
- Après avoir délibéré, le Conseil municipal ;
- En sa séance du 23 août 2018 ;

ADOpte

Article 1 – Est accordée, pour l'année 2018, à l'association TAMARII POINTE DES PECHEURS une subvention d'un montant de UN MILLION DE FRANCS CFP (1 000 000 F CFP).

Article 2 – Le montant de la subvention doit servir à couvrir les dépenses liées à la réalisation des projets suivants :

- Maintien et développement des activités éco-citoyennes ;
- Entretien et parrainage des boutures de coraux.

Article 3 – La dépense est imputable à l'article 6574 de la section de fonctionnement, au budget principal, exercice 2018.

Article 4 – La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 5 – Le Maire et le receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

*Fait et délibéré le 23 août 2018,
Extrait certifié conforme au registre des délibérations,*

Le secrétaire de séance,

Pour le Maire empêché,
Le 1^{er} Adjoint,

Tania MANEA-LYAU

Simplicio LISSANT

